



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/95  
15 novembre 2023

ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quatre-vingt-treizième réunion  
Montréal, 15-19 décembre 2023  
Point 9(f) de l'ordre du jour provisoire<sup>1</sup>

**COÛTS DE BASE DU PNUD, DE L'ONUDI ET DE LA BANQUE MONDIALE POUR 2024**

**I. Introduction**

1. Le présent document analyse les demandes de financement des coûts de base et les besoins en matière de coûts administratifs du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale pour 2024, et évalue dans quelle mesure les ressources disponibles pour l'ensemble des coûts administratifs pour 2024 peuvent couvrir les coûts prévus pour cette même année. L'évaluation traite séparément chacune des trois agences d'exécution. Le document comprend également une recommandation.

2. Ce document s'appuie sur les informations fournies par les trois agences d'exécution sur les coûts de base et les coûts administratifs réels pour 2022, les coûts estimés pour 2023 et le budget proposé pour 2024<sup>2</sup>. Au cours de l'examen des informations présentées, le Secrétariat a eu de longs entretiens avec chacune des trois agences d'exécution, permettent de traiter l'ensemble des problèmes. Le Secrétariat se félicite de la collaboration apportée par les trois agences d'exécution lors de ce processus.

3. Un résumé des différents régimes de coûts administratifs du Fonds multilatéral est fourni à l'annexe I du présent document. Pour faciliter l'examen par le Comité exécutif, les données du budget de base et les autres coûts administratifs se rapportant à chaque agence d'exécution sont présentés dans le document principal pour les trois dernières années (2020-2022), tandis que les données historiques à compter de 2014 figurent à l'annexe II du présent document.

<sup>1</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/1

<sup>2</sup> Les agences ont utilisé le format révisé de déclaration des coûts administratifs contenu dans l'annexe XVIII au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/51, conformément à la décision 79/41(e).

## II. PNUD

4. Le Comité Exécutif a approuvé la demande de financement des coûts de base de 2023 pour le PNUD pour un montant de 2 142 835 \$US (décision 91/62(b)(i)). Le tableau 1 présente le budget de base et les coûts administratifs fournis par le PNUD pour les années 2020 à 2024.

**Tableau 1. Données sur le budget des coûts de base et autres coûts administratifs pour les années 2020 à 2024 pour le PNUD (\$US)**

Poste de dépenses	2020	2021	2022	2023		2024
	Réelles	Réelles	Réelles	Budget	Estimées	Proposées
Personnel de base et employés contractuels	2 316 147	2 431 357	2 380 166	2 579 426	2 451 571	2 525 119
Déplacements (personnel et consultants)	17 032	-112	68 900	150 000	180 000	180 000
Bureaux (loyer et coûts courants)	130 925	131 294	131 380	131 294	131 380	131 380
Équipement et autres coûts (ordinateurs, fournitures)	15 777	11 132	6 857	15 000	15 000	15 000
Services contractuels (entreprises)	1 648	0	2 430	30 000	30 000	30 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	251 221	222 590	222 303	250 000	250 000	250 000
Réajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	-601 414	-683 114	-684 097	-1 012 885	-915 117	-973 664
Restitution de fonds (- = sommes restituées)	-32 878	0	0	0	0	0
<b>A. Total partiel des coûts de base*</b>	<b>2 098 458</b>	<b>2 113 147</b>	<b>2 127 939</b>	<b>2 142 835</b>	<b>2 142 835</b>	<b>2 157 835</b>
Remboursement des coûts de bureaux de pays et des activités nationales, y compris les frais généraux	1 077 150	833 284	830 343	742 500	742 500	742 500
Coûts d'appui des agences d'exécution (internes), y compris les frais généraux	0	0	0	0	0	0
Intermédiaires financiers, y compris les frais généraux	0	0	0	0	0	0
Remboursement des services centraux pour le personnel de base (y compris les frais généraux)						
Récupération des coûts	251 221	222 590	222 303	250 000	250 000	250 000
Réajustements (+ = dépassement et - = sous-utilisation)	601 414	683 114	684 097	1 012 885	915 117	973 664
Coûts de projet (- = à déduire et donc supprimés)						
<b>B. Total partiel des coûts d'appui d'agence/coûts de mise en œuvre</b>	<b>1 929 785</b>	<b>1 738 988</b>	<b>1 736 743</b>	<b>2 005 385</b>	<b>1 907 617</b>	<b>1 966 164</b>
<b>Total (A + B)</b>	<b>4 028 243</b>	<b>3 852 135</b>	<b>3 864 682</b>	<b>4 148 220</b>	<b>4 050 452</b>	<b>4 123 999</b>

\*Les coûts de base sont plus élevés que le total partiel autorisé de 2 098 458 \$US en 2020, 2 113 147 \$US en 2021, 2 127 939 \$US en 2022 et 2 142 835 \$US en 2023. C'est pourquoi une rangée présentant des réajustements et des réajustements négatifs ont été introduits afin de parvenir au plafond imposé. Un réajustement positif correspondant est également fourni au titre des coûts d'appui d'agence/coût de mise en œuvre afin d'assurer que le total des coûts engagés pour les coûts administratifs fasse ressortir le montant dépassé par l'agence.

### II.1 Coûts de base

5. Le montant de 2 157 835 \$US demandé par le PNUD pour son budget de base de 2024 représente une augmentation de 0,7 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2023. Le PNUD prévoit que ses coûts de base dépasseront ce montant de 973 664 \$US (indiqués en tant que « Réajustements » au tableau

1). Le PNUD dépasse généralement son budget de coûts de base<sup>3</sup> et compense ces dépassements par les coûts d'appui qu'il perçoit dans le cadre des projets du Fonds multilatéral.

6. Le budget de base proposé par le PNUD pour 2024 se décompose de la façon suivante :

- (a) La rémunération du personnel (80,6 pour cent du budget). En 2023, les frais de personnel estimatifs représentaient 80,2 pour cent du budget global (allant de 70,5 à 87 pour cent depuis 2011) ;
- (b) Le remboursement des services centraux (8 pour cent du budget). Le montant budgété (250 000 \$US) est supérieur aux coûts réels en 2022 (222 303 \$US) et au même niveau que les coûts estimés pour 2023 ;
- (c) Les déplacements (5,7 pour cent du budget). Le budget proposé (180 000 \$US) est identique aux coûts estimés pour 2023. Les dépenses négatives pour 2021 sont dues au règlement des demandes de remboursement de frais de déplacement, entraînant des versements des membres du personnel au PNUD. Le budget estimé pour 2023 et le budget proposé pour 2024 devraient couvrir les coûts correspondants à l'augmentation prévue des missions de surveillance et de coordination pour aider les pays visés à l'article 5 à mettre en œuvre les plans de gestion de l'élimination des HCFC, les plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali sur les HFC et les activités liées à l'efficacité énergétique ;
- (d) Le loyer des bureaux (4,2 pour cent du budget). Les coûts de location des bureaux sont budgétés au même niveau que les coûts réels de 2022 et les coûts estimés de 2023 ;
- (e) Les coûts des services contractuels (1,0 pour cent du budget). Ces coûts sont budgétés aux mêmes niveaux que les coûts estimés pour 2023 ;
- (f) Fournitures d'équipement (0,5 pour cent du budget). Le budget proposé (15 000 \$US) est identique aux coûts estimés pour 2023. Les budgets sont maintenus aux mêmes niveaux sur une base continue pour l'acquisition d'équipement (principalement du matériel informatique) tout au long de l'année pour les membres en place et les nouveaux membres du personnel.

## II.2 Total des coûts administratifs

7. Le PNUD prévoit que ses coûts administratifs atteindront 4 123 999 \$US en 2024, montant légèrement supérieur aux coûts estimatifs de 4 050 452 \$US pour 2023.

8. Le niveau de financement pour le remboursement des coûts des bureaux de pays et des activités nationales devrait être identique aux coûts estimatifs de 2023 (742 500 \$US). Ce montant est inférieur aux coûts réels de 2022 (830 343 \$US), 2021 (833 284 \$US) et 2020 (1 077 150 \$US). Ce niveau de financement est également inférieur à la fourchette des coûts pour la période 2011 à 2018 (allant de 1 472 814 \$US à 2 442 896 \$US).

9. Les ressources qui devraient être mises à la disposition du PNUD par le Fonds Multilatéral pour les coûts administratifs comprennent les coûts de base et les coûts d'appui d'agence, plus tout solde de

<sup>3</sup> Au cours des dix dernières années, à cinq reprises, le niveau des coûts de base a connu un dépassement supérieur à 800 00 \$US : 837 220 \$US en 2012, 849 676 \$US en 2013, 929 036 \$US en 2017, 1 053 880 \$US en 2018 et 904 918 \$US en 2019. En 2023, le PNUD connaîtra un dépassement de 915 117 \$US (environ 42,7 pour cent supérieur au montant budgété).

revenus destinés aux coûts administratifs non utilisés précédemment. Les frais d'appui d'agence sont mis à la disposition du PNUD seulement une fois le décaissement des coûts du projet approuvé. Le tableau 2 illustre cette évaluation pour les années 2020 à 2023.

**Tableau 2. Évaluation de la disponibilité des revenus pour les futurs coûts administratifs du PNUD (\$US)**

Description	2020	2021	2022	2023*
Coûts d'appui d'agence nets plus coûts de base	4 212 033	3 856 069	3 113 117	4 988 998
Total des coûts administratifs	4 028 243	3 852 135	3 864 682	4 050 452
Solde par année	183 790	3 934	(751 565)	938 546
Solde courant	(1 498 080)	(1 494 146)	(2 245 711)	(1 307 165)

\* Y compris les coûts d'appui d'agence approuvés à la 92<sup>e</sup> réunion et la valeur des coûts d'appui d'agence et des coûts de base dans les projets proposés à la 93<sup>e</sup> réunion.

10. Sur la base des évaluations du tableau 2, le PNUD pourrait présenter à la fin de 2023 un solde cumulé négatif de 1 307 165 \$US. En 2024, le PNUD devra générer des coûts d'appui d'agence et des coûts de base d'un montant d'au moins 5 431 164 \$US afin de couvrir le total des coûts administratifs prévus d'un montant de 4 123 999 \$US.

### III. ONUDI

11. Le Comité Exécutif a approuvé la demande de financement des coûts de base de 2023 pour l'ONUDI à hauteur de 2 050 407 \$US (décision 91/62 (b)(ii)). Le tableau 3 présente le budget de base et les coûts administratifs fournis par l'ONUDI pour les années 2020 à 2024<sup>4</sup>. Les chiffres indiqués comme étant « réels » sont basés sur le modèle préparé par l'ONUDI afin d'évaluer les coûts d'appui du Bureau du Protocole de Montréal en vertu de la décision 56/41<sup>5</sup>.

**Tableau 3. Données sur le budget des coûts de base et autres coûts administratifs pour les années 2020 à 2024 pour l'ONUDI (\$US)**

Poste de dépenses	2020	2021	2022	2023		2024
	Réelles	Réelles	Réelles	Budget	Estimées	Proposées
Personnel de base et employés contractuels	1 416 184	947 075	1 113 459	1 528 400	1 192 900	1 722 600
Déplacements (personnel et consultants)	16 004	0	103 169	541 700	124 000	369 400
Bureaux (loyer et coûts courants)	84 131	52 649	50 835	67 300	65 300	99 900
Équipement et autres coûts (ordinateurs, fournitures)	33 721	26 170	22 531	44 200	31 900	53 500
Services contractuels (entreprises)	2 455	0	99	16 600	7 400	17 700
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	496 559	325 920	363 380	495 800	452 800	607 000
Réajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	49 404	670 186	382 680	-643 593	176 107	-805 340
Restitution de fonds (- = sommes restituées)	-49 404	-670 186	-382 680	0	0	0
<b>A. Total partiel des coûts de base</b>	<b>2 049 054</b>	<b>1 351 814</b>	<b>1 653 474</b>	<b>2 050 407</b>	<b>2 050 407</b>	<b>2 064 760</b>

<sup>4</sup> L'ONUDI n'a jamais eu un système de comptabilité approprié par centre de coûts qui pourrait faciliter les rapports basés sur les données réelles avec une piste de vérification. L'ONUDI a indiqué qu'une harmonisation a été mise en place en 2017 pour mettre en évidence le total des coûts administratifs, y compris ceux qui selon la méthodologie actuelle de l'ONUDI ont pu être définis comme d'éventuels coûts administratifs relatifs aux projets.

<sup>5</sup> L'ONUDI a été invitée à présenter l'hypothèse concernant son modèle de coûts administratifs et à fournir dans ses futures demandes de financement des coûts de base des renseignements sur les coûts administratifs qui permettraient de faire une distinction entre les activités liées au projet et les coûts administratifs. Ultérieurement, par la décision 59/28(c), le Comité exécutif a pris note de la méthodologie utilisée pour identifier les coûts relatifs aux projets dans le rapport annuel de l'ONUDI sur les coûts administratifs (UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/51).

Poste de dépenses	2020	2021	2022	2023		2024
	Réelles	Réelles	Réelles	Budget	Estimées	Proposées
Remboursement des coûts de bureaux de pays et des activités nationales, y compris les frais généraux	814 755	858 449	637 077	889 500	700 600	692 000
Coûts d'appui des agences d'exécution (internes), y compris les frais généraux	1 352 699	1 163 401	1 286 907	898 200	733 600	1 574 400
Intermédiaires financiers, y compris les frais généraux	0	0	0	0	0	0
Remboursement des services centraux pour le personnel de base (y compris les frais généraux)						
Récupération des coûts	0	0	0	0	0	0
Réajustements (+ = dépassement et - = sous-utilisation)	0	-670 186	-382 680	643 593	-176 107	805 340
Coûts du projet (- = à déduire et donc supprimés)	0	0	0	0	0	0
<b>B. Total partiel des coûts d'appui d'agence/coûts de mise en œuvre</b>	<b>2 167 455</b>	<b>1 351 664</b>	<b>1 541 304</b>	<b>2 431 293</b>	<b>1 258 093</b>	<b>3 071 740</b>
<b>Total (A + B)</b>	<b>4 216 509</b>	<b>2 703 478</b>	<b>3 194 778</b>	<b>4 481 700</b>	<b>3 308 500</b>	<b>5 136 500</b>

### III.1 Coûts de base

12. Le montant de 2 064 760US demandé par l'ONUDI pour son budget de base de 2024 représente une augmentation de 0,7 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2023. L'ONUDI prévoit que ses coûts de base dépasseront ce montant de 805 340 \$US (indiqués dans la rangée « Réajustements » au tableau 3).

13. Le budget de base proposé par l'ONUDI pour 2024 se décompose de la façon suivante :

- (a) La rémunération du personnel (60 pour cent du budget – avec 8 membres du personnel). En 2023, les coûts estimés pour les frais de personnel représentaient 63,6 pour cent du budget global (allant de 60,7 à 70,1 pour cent depuis 2011). L'effectif des membres du personnel en place devrait passer d'environ 6,5 en 2023 à 8 en 2024, en raison des remplacements, compte tenu toutefois du temps nécessaire à la formation du nouveau personnel ;
- (b) Les services centraux (21,1 pour cent du budget). Ces dépenses sont liées aux coûts des organes directeurs et de la direction générale du Secrétariat de l'ONUDI répartis en fonction du nombre de membres de personnel du Bureau du Protocole de Montréal. Les coûts réels des services centraux en 2022 étaient supérieurs de 53 580 \$US aux coûts estimés d'un montant de 309 800 \$US, principalement en raison d'un nombre d'employés de base plus élevé que prévu. Grâce aux mesures d'économie réalisées sur les coûts administratifs, les coûts des services centraux pour 2023 pour le personnel de base sont estimés à un montant de 43 000 \$US inférieur à ce qui était prévu ;
- (c) Les déplacements (12,9 pour cent du budget). Le budget proposé (369 400 \$US) est supérieur aux coûts estimés pour 2023 (124 000 \$US) et supérieur à la fourchette de coûts engagés depuis 2011 (allant de 0 \$US à 284 000 \$US). L'ONUDI a indiqué que les frais de déplacement étaient les coûts les plus touchés en 2022 et 2023 ; en 2022, les dépenses réelles étaient inférieures de 103 331 \$US aux coûts estimés de 206 500 \$US, et les coûts pour 2023 sont estimés à un montant de 417 700 \$US inférieurs au budget. Toutes les réunions d'activités principales se sont tenues dans un format hybride ;
- (d) Le loyer des bureaux (3,5 pour cent du budget). On note une augmentation de 8 035 \$US

par rapport aux coûts estimés de 42 800 \$US en 2022 et une diminution prévue de 2 000 \$US pour 2023. Le coût des bureaux restera proportionnel au nombre d'employés affectés ;

- (e) Les fournitures d'équipement (1,9 pour cent du budget). On note une diminution de 269 \$US par rapport aux coûts estimés de 22 800 \$US en 2022 et en 2023 une nouvelle diminution de 12 300 \$US est prévue ;
- (f) Les services contractuels (0,6 pour cent du budget). Il n'y a eu pratiquement aucune dépense de service contractuel en 2022 (99 \$US) et une diminution estimée à 9 200 \$US en 2023. Le montant budgété pour 2024 (17 700 \$US) est supérieur au montant estimé pour 2023 (7 400 \$US).

14. L'ONUDI restituera à la 93<sup>e</sup> réunion un montant de 382 680 \$US correspondant aux économies réalisées sur les coûts de base de 2022. Le Comité exécutif pourrait envisager de prendre note avec satisfaction que l'ONUDI restituera les soldes inutilisés.

### III.2 Total des coûts administratifs

15. Le total net des coûts administratifs proposés pour 2024 se chiffre à 5 136 500 \$US, montant supérieur aux coûts estimatifs de 2023 de 3 308 500 \$US, mais se situant toutefois dans la fourchette des montants observée de 2011 à 2023 (allant de 2 703 478 \$US à 6 821 000 \$US).

16. Le remboursement des coûts des bureaux de pays et de l'exécution nationale, budgété à 692 000 \$US pour 2024, est inférieur aux coûts estimés pour 2023 (700 600 \$US) mais supérieur aux coûts réels pour 2022 (637 077 \$US). Cependant, ce montant est inférieur aux années précédentes (allant de 1 145 400 \$US à 3 602 000 \$US entre 2011 et 2016). Les structures extérieures de l'ONUDI continuent d'être réorganisées et les coûts devraient encore diminuer dans les années à venir.

17. Les coûts des agences d'exécution pour 2024 (1 574 400 \$US) dépassent de 840 800 \$US les coûts estimatifs de 2023 et de 287 493 \$US les coûts réels de 2022. Ces coûts ont variés au cours de la période 2011-2023 de 733 600 \$US à 3 302 800 \$US. L'ONUDI a expliqué qu'il y a une augmentation de 148 707 \$US dans les coûts d'appui d'agence d'exécution en 2022 due à la relance du modèle d'exécution avec le Bureau de coopération économique extérieure en Chine, tandis qu'une diminution de 164 600 \$US par rapport aux prévisions antérieures est prévue pour 2023.

18. Les ressources qui devraient être mises par le Fonds Multilatéral à la disposition de l'ONUDI pour les coûts administratifs comprennent les coûts de base et les coûts d'appui d'agence, plus tout solde de revenus de coûts administratifs précédemment non utilisés. Les frais d'appui d'agence sont mis à la disposition de l'ONUDI seulement après le décaissement des coûts du projet approuvé. Le tableau 4 illustre cette évaluation pour les années 2020 à 2023.

**Tableau 4. Évaluation de la disponibilité des revenus pour les futurs coûts administratifs pour l'ONUDI (\$US)**

Description	2020	2021	2022	2023*
Coûts d'appui d'agence nets plus coûts de base	2 444 003	3 664 980	3 486 116	5 200 254
Total des coûts administratifs, coûts de projet non inclus	4 216 509	2 703 478	3 577 458	3 308 500
Solde par année	(1 772 506)	961 502	(91 342)	1 891 754
Solde courant	(6 069 921)	(5 108 419)	(5 199 762)	(3 308 008)

\* Y compris les coûts d'appui d'agence approuvés à la 92<sup>e</sup> réunion et la valeur des coûts d'appui d'agence et des coûts de base dans les projets proposés à la 93<sup>e</sup> réunion.

19. Sur la base des évaluations du tableau 4, l'ONUDI pourrait présenter à la fin de 2023 un solde cumulé négatif de 3 308 008 \$US. En 2024, l'ONUDI devra générer des coûts d'appui d'agence et des coûts de base correspondant à un montant d'au moins 8 444 508 \$US pour couvrir le total des coûts administratifs prévus à hauteur de 5 136 500 \$US. L'ONUDI a indiqué que, comme par le passé, elle continuera à gérer ses opérations en fonction de la réalisation de ses activités de projet et du financement de base reçu.

#### IV. Banque mondiale

20. Le Comité Exécutif a approuvé la demande de financement des coûts de base de 2023 pour la Banque mondiale pour la somme de 1 735 000 \$US (décision 91/62(b)(iii)). Le tableau 5 présente le budget de base et les coûts administratifs fournis par la Banque mondiale pour les années 2020 à 2024.

**Tableau 5. Données sur le budget des coûts de base et autres coûts administratifs pour les années 2020 à 2024 pour la Banque mondiale (\$US)**

Poste de dépenses	2020	2021	2022	2023		2024
	Réelles	Réelles	Réelles	Budget	Estimées	Proposées
Personnel de base et employés contractuels	1 055 231	1 224 772	1 162 554	1 235 000	1 292 000	1 271 755
Déplacements (personnel et consultants)	13 481	0	91 921	190 000	148 000	175 000
Bureaux (loyer et coûts courants)	0	0		0		
Équipement et autres coûts (ordinateurs, fournitures)	0	1 436	-77	0	0	0
Services contractuels (entreprises)	10 292	1 000	7 136	53 870	46 000	59 647
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	212 792	247 637	193 342	256 130	249 000	240 743
Réajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	443 204	260 155	280 124	0	0	0
Restitution de fonds (- = sommes restituées)	-443 204	-260 155	-280 124	0	0	0
<b>A. Total partiel des coûts de base</b>	<b>1 291 796</b>	<b>1 474 845</b>	<b>1 454 876</b>	<b>1 735 000</b>	<b>1 735 000</b>	<b>1 747 145</b>
Remboursement des coûts de bureaux de pays et des activités nationales, y compris les frais généraux	1 172 183	748 694	1 165 041	1 100 000	1 100 000	1 100 000
Coûts d'appui des agences d'exécution (internes), y compris les frais généraux	0	0	0	0	0	0
Intermédiaires financiers, y compris les frais généraux	0	0	0	0	0	0
Remboursement des services centraux pour le personnel de base (y compris les frais généraux)						
Récupération des coûts	0	0	0	0	0	0
Réajustements (+ = dépassement et - = sous-utilisation)	0	0	0	0	0	0
Coûts de projet (- = à déduire et donc supprimés)						
<b>B. Total partiel des coûts d'appui d'agence/coûts de mise en œuvre</b>	<b>1 172 183</b>	<b>748 694</b>	<b>1 165 041</b>	<b>1 100 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>1 100 000</b>
<b>Total (A + B)</b>	<b>2 463 979</b>	<b>2 223 809</b>	<b>2 619 917</b>	<b>2 835 000</b>	<b>2 835 000</b>	<b>2 847 145</b>

##### IV.1 Coûts de base

21. La demande de financement de la Banque mondiale d'un montant de 1 747 145 \$US pour son budget de base de 2024 représente une augmentation de 0,7 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2023. Contrairement au PNUD et à l'ONUDI, la Banque mondiale n'est pas subventionnée par les revenus provenant des coûts d'appui aux agences ou par son fonds d'administration général.

22. Le budget de base de 2024 proposé par la Banque mondiale se décompose de la façon suivante :

- (a) La rémunération du personnel (72,8 pour cent du budget). Les coûts relatifs au personnel proposés pour 2024 (1 271 755 \$US) sont inférieurs aux coûts estimés pour 2023 (1 292 000 \$US). En outre, les coûts de personnel réels pour 2022 (1 162 554 \$US) étaient inférieurs aux coûts estimés pour 2022 (1 235 000 \$US) et concernaient principalement les frais de personnel pour les fonctions de base courantes ;
- (b) Le remboursement des services centraux (13,8 pour cent du budget). Les coûts réels pour 2022 (193 342 \$US) étaient inférieurs de 24,5 pour cent aux coûts estimés (256 130 \$US). Le budget pour 2024 (240 743 \$US) est inférieur aux coûts estimés de 2023 (249 000 \$US) mais supérieur aux coûts réels de 2022 (193 342 \$US) ;
- (c) Les déplacements (10 pour cent du budget). En 2024, les frais de déplacement devraient revenir à des niveaux normaux car des efforts seront déployés pour que le personnel assiste régulièrement aux réunions de réseau du PNUE dans les différentes régions et accueille les deux ateliers phares de la Banque mondiale, en plus d'assister aux réunions régulières du Protocole de Montréal. Le budget pour 2024 (175 000 \$US) est supérieur aux coûts estimés pour 2023 (148 000 \$US) et 90 pour cent plus élevés que les coûts réels de 2022 (91 921 \$US) ;
- (d) Les services contractuels (3,4 pour cent du budget). En 2022, les coûts réels des services contractuels étaient peu élevés (7 136 \$US). Ce poste a continué à avoir des coûts très faibles jusqu'en 2022, la Banque mondiale n'ayant pas organisé son atelier annuel sur les liens opérationnels climat-ozone ni l'atelier régional annuel de l'Asie de l'Est en raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de Covid-19. Le besoin de services contractuels s'en est trouvé considérablement réduit. Le montant budgété (59 647 \$US) est supérieur aux coûts estimés pour 2023 (46 000 \$US) et aux coûts réels de 2022 (7 136 \$US) ;
- (e) Aucun coût n'est inscrit au budget relatif aux bureaux et aux fournitures d'équipement, ces coûts étant principalement absorbés par le budget de la Banque mondiale (plutôt que par le budget de base du Protocole de Montréal), sauf pour 2021 où des dépenses d'un montant de 1 436 \$US ont été engagées portant sur bureaux et fournitures d'équipement.

23. La Banque Mondiale restituera à la 93<sup>e</sup> réunion un montant de 280 124 \$US provenant des économies réalisées sur les coûts de base<sup>6</sup>. Le Comité exécutif pourrait envisager de prendre note avec satisfaction que la Banque Mondiale restituera les soldes inutilisés.

## IV.2 Total des coûts administratifs

24. Le budget du remboursement des bureaux de pays proposé pour 2024 (1 100 000 \$US) est identique aux coûts estimés pour 2023, mais inférieur aux coûts réels de 2022 (1 165 041 \$US) destinés au soutien de la gestion et de la supervision des activités du Protocole de Montréal. Le total des coûts administratifs est estimé à 2 847 145 \$US en 2024, supérieur aux coûts estimés pour 2023 d'un montant de 2 835 000 \$US.

25. Les ressources qui devraient être mises à la disposition de la Banque mondiale par le Fonds Multilatéral pour les coûts administratifs comprennent les coûts de base et les coûts d'appui d'agence, plus tout solde de revenus destinés aux coûts administratifs non utilisés précédemment. Les frais d'appui d'agence ne sont mis à la disposition de la Banque mondiale qu'à la suite du décaissement des coûts du projet approuvé. Le tableau 6 illustre cette évaluation pour les années 2020 à 2023.

---

<sup>6</sup> La restitution des économies réalisées a déjà été incluse dans le rapport sur les soldes et la disponibilité des ressources (UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/4, annexe III).

**Tableau 6 : Évaluation de la disponibilité des revenus pour les futurs coûts administratifs pour la Banque mondiale (\$US)**

Description	2020	2021	2022	2023*
Coûts d'appui d'agence nets plus coûts de base	1 619 536	2 410 700	3 078 735	2 813 224
Total des coûts administratifs, coûts de projet non inclus	2 463 979	2 223 809	2 619 917	2 835 000
Solde par année	(844 443)	186 891	458 818	(21 776)
Solde courant	1 043 661	1 230 552	1 689 370	1 667 594

\* Y compris les coûts d'appui d'agence approuvés à la 92<sup>e</sup> réunion et la valeur des coûts d'appui d'agence et des coûts de base dans les projets proposés à la 93<sup>e</sup> réunion.

26. L'analyse présentée au tableau 6 révèle que la Banque mondiale pourrait présenter un solde cumulé s'élevant à 1 667 594 \$US, sur la base des demandes approuvées à la 92<sup>e</sup> réunion et celles soumises à la 93<sup>e</sup> réunion. La Banque mondiale devra générer en 2024 des coûts d'appui d'agence et des coûts de base s'élevant au moins à 1 179 551 \$US afin de couvrir le total des coûts administratifs prévus pour 2024 à hauteur de 2 847 145 \$US.

### Analyse du régime de coûts administratifs et du financement des coûts de base

27. Conformément à la décision 88/74(c), le Secrétariat soumet à la 93<sup>e</sup> réunion au Comité exécutif aux fins d'examen une analyse du régime des coûts administratifs et du financement des coûts de base en tenant compte des décisions pertinentes du Comité exécutif, à partir desquelles le Comité exécutif décidera s'il convient de maintenir le régime des coûts administratifs du Fonds multilatéral de la période triennale de 2021-2023 pour la période triennale 2024-2026<sup>7</sup>. Conformément à la décision 91/67(b), l'analyse prend également en considération les ressources supplémentaires nécessaires sur la base de l'augmentation prévue de la charge de travail en lien avec la réduction progressive des HFC.

28. Les budgets de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale pour 2024 pourraient changer en fonction de la décision qui pourrait être adoptée par le Comité exécutif sur le régime des coûts administratifs pour la période triennale 2024-2026. Le Comité exécutif pourrait envisager d'approuver les budgets de base pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale pour 2024, conformément à la demande faite, étant entendu que les niveaux budgétaires approuvés pourraient être ajustés en fonction des résultats de la discussion sur l'examen du régime des coûts administratifs à la 93<sup>e</sup> réunion.

## V. Recommandation

29. Le Comité exécutif pourrait envisager :

- (a) De prendre note :
  - (i) Du rapport sur les coûts de base pour l'année 2024 pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/95 ;
  - (ii) Avec satisfaction que les coûts de fonctionnement de base de l'ONUDI et de la Banque mondiale se situaient en dessous des niveaux budgétés, et que l'ONUDI et la Banque mondiale restitueront les soldes non utilisés s'élevant respectivement à 382 680 \$US et 280 124 \$US au Fonds Multilatéral lors de la 93<sup>e</sup> réunion ;
- (b) D'examiner s'il doit ou non approuver les budgets de coûts de base de 2024 pour :

<sup>7</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/101

- (i) le PNUD, à hauteur de 2 157 835\$US ;
  - (ii) l'ONUDI, à hauteur de 2 064 760 \$US ;
  - (iii) la Banque mondiale, à hauteur de 1 747 145 \$US ; et
- (c) Noter que les niveaux des budgets de base pour 2024 indiqué ci-dessus à l'alinéa (b) peuvent être ajustés sur la base des conclusions des discussions à propos de l'Analyse du régime des coûts administratifs et du financement des coûts de base (décisions 88/74(c) et 91/67(b)), lors de la 93<sup>e</sup> réunion.

## Annex I

### SUMMARY OF THE ADMINISTRATIVE COST REGIMES OF THE MULTILATERAL FUND

1. Since the establishment of the Multilateral Fund, the Executive Committee has kept under review the Fund's administrative costs, resulting in four distinct administrative cost regimes.
2. The first administrative cost regime of the Multilateral Fund was used up to 1998. The second administrative cost regime was approved at the 26<sup>th</sup> meeting in November 1998 when the allocation of administrative costs for UNDP, UNIDO, and the World Bank was changed from a flat rate of 13 per cent applied to all projects to a graduated scale (decision 26/41).
3. The costs were changed again in December 2002 to a lower scale that included a core unit grant of US \$1.5 million per agency (decision 38/68). Annual increases have occurred for most agencies since the 46<sup>th</sup> meeting. Decision 41/94(d) requested the Secretariat to conduct an annual review of the administrative costs regime. Decision 56/41 extended the operation of decision 38/68 and its administrative costs regime to apply to the 2009–2011 triennium.
4. At the 67<sup>th</sup> meeting, the Committee decided to apply a new administrative cost regime for the 2012-2014 triennium to UNDP, UNIDO and the World Bank, consisting of annual core unit funding for which an annual increase of up to 0.7 per cent could be considered subject to annual review, and to apply the following agency fees on the basis of funding per agency: an agency fee of 7 per cent for projects with a project cost above US \$250,000, as well as institutional strengthening projects and project preparation; an agency fee of 9 per cent for projects with a project cost at or below US \$250,000; an agency fee no greater than 6.5 per cent, to be determined on a case-by-case basis for projects in the production sector (decision 67/15(b)).
5. At the 73<sup>rd</sup> meeting, the Committee decided to apply the existing administrative cost regime for the bilateral and implementing agencies during the 2015–2017 triennium; and to review the administrative cost regime and its core unit funding budget at the first meeting of 2017 (decision 73/62(b) and (c)).
6. At the 79<sup>th</sup> meeting, the Committee decided to apply the existing administrative cost regime for the implementing agencies during the 2018–2020 triennium; and to request UNDP, UNIDO and the World Bank to present their annual reports on core unit funding using the revised format for reporting (decision 79/41(c) and (e)).
7. At the 86<sup>th</sup> meeting, the Executive Committee decided to allow bilateral and implementing agencies to continue using the existing administrative cost regime for projects to be submitted in 2021, on an exceptional basis due to the extraordinary situation resulting from the COVID-19 pandemic, and without setting a precedent (decision 86/92(b)).
8. At the 88<sup>th</sup> meeting, the Executive Committee decided to allow bilateral and implementing agencies to continue to use the existing administrative cost regime for projects to be submitted in 2022 and 2023 (decision 88/74(b)).



## Annex II

## CORE UNIT BUDGET DATA AND OTHER ADMINISTRATIVE COSTS FOR 2014 TO 2024 FOR UNDP, UNIDO AND THE WORLD BANK (US\$)

## UNDP

Cost item	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023		2024
	Actual	Budget	Estimated	Proposed								
<b>A. Core unit</b>												
Core unit personnel and contractual staff	2,050,914	1,991,859	2,043,505	2,305,838	2,375,437	2,379,866	2,316,147	2,431,357	2,380,166	2,579,426	2,451,571	2,525,119
Travel (staff and consultant)	163,639	168,418	155,061	173,099	176,170	182,129	17,032	-112	68,900	150,000	180,000	180,000
Space (rent and common costs)	105,219	109,380	159,872	162,982	164,998	153,176	130,925	131,294	131,380	131,294	131,380	131,380
Equipment supplies and other costs (computers, supplies, etc.)	16,967	19,442	16,485	9,196	12,146	8,351	15,777	11,132	6,857	15,000	15,000	15,000
Contractual services (firms)	22,955	16,175	0	24,547	13,510	24,300	1,648	0	2,430	30,000	30,000	30,000
Reimbursement of central services for core unit staff	311,137	317,160	251,317	308,375	381,004	240,968	251,221	222,590	222,303	250,000	250,000	250,000
Adjustments (+ = underuse and - = overrun)	-658,389	-595,905	-585,526	-929,036	-1,053,880	-904,918	-601,414	-683,114	-684,097	-1,012,885	-915,117	-973,664
Return of funds (- = returned funds)	0	0	0	0	0	0	-32,878	0	0	0	0	0
<b>A. Sub-total core unit costs*</b>	<b>2,012,442</b>	<b>2,026,529</b>	<b>2,040,715</b>	<b>2,055,000</b>	<b>2,069,385</b>	<b>2,083,871</b>	<b>2,098,458</b>	<b>2,113,147</b>	<b>2,127,939</b>	<b>2,142,835</b>	<b>2,142,835</b>	<b>2,157,835</b>
<b>B. Agency support costs/implementation</b>												
Reimbursement of country offices and national execution, including overheads	1,694,992	1,775,969	1,472,814	1,749,877	2,214,588	488,288	1,077,150	833,284	830,343	742,500	742,500	742,500
Executing agency support cost (internal), including overheads	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financial intermediaries, including overheads	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reimbursement of central services for core unit staff (including overhead)												
Cost recovery	311,137	317,160	251,317	308,375	381,004	240,968	251,221	222,590	222,303	250,000	250,000	250,000
Adjustments (+ = overrun and - = underuse)	658,389	595,905	585,526	929,036	1,053,880	904,918	601,414	683,114	684,097	1,012,885	915,117	973,664
Project costs (- = to be deducted and thus removed)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>B. Sub-total agency support costs/ implementation costs</b>			<b>2,309,657</b>	<b>2,987,288</b>	<b>3,649,473</b>	<b>1,634,174</b>	<b>1,929,785</b>	<b>1,738,988</b>	<b>1,736,743</b>	<b>2,005,385</b>	<b>1,907,617</b>	<b>1,966,164</b>
<b>Total Administrative Support Costs</b>	<b>4,676,959</b>	<b>4,715,563</b>										
Supervisory costs incurred by MPU	53,814	56,970										
<b>Grand total (A + B)**</b>	<b>4,730,773</b>	<b>4,772,532</b>	<b>4,350,371</b>	<b>5,042,289</b>	<b>5,718,858</b>	<b>3,718,046</b>	<b>4,028,243</b>	<b>3,852,135</b>	<b>3,864,682</b>	<b>4,148,220</b>	<b>4,050,452</b>	<b>4,123,999</b>
Net agency support costs plus core unit costs***	3,633,814	4,217,010	4,991,070	4,541,379	4,988,599	2,794,940	4,212,033	3,856,069	3,113,117		4,988,998	
Total administrative cost	4,730,773	4,772,532	4,350,371	5,042,289	5,718,858	3,718,046	4,028,243	3,852,135	3,864,682		4,050,452	
Balance per year	-1,096,959	-555,522	640,699	-500,910	-730,258	-923,106	183,790	3,934	-751,565		938,546	
Running balance****	387,226	-168,296	472,403	-28,506	-758,765	-1,681,870	-1,498,080	-1,494,146	-2,245,711		-1,307,165	

\* The cost of the core unit is higher than the allowed subtotal of US \$2,012,442 in 2014, US \$2,026,529 in 2015, US \$2,040,715 in 2016, US \$2,055,000 in 2017, US \$2,069,385 in 2018, US \$2,083,871 in 2019, US \$2,098,458 in 2020, US \$2,113,147 in 2021, US \$2,127,939 in 2022 and US \$2,142,835 in 2023. An adjustment line and a negative adjustment were, therefore, introduced to arrive at the required ceiling. A corresponding positive adjustment is also provided under agency support costs/implementation to ensure that the total costs incurred for administrative costs also reflect the amount exceeded by the agency.

\*\* Reflects total annual amount provided by the Multilateral Fund. In the transition to the revised reporting format, the budget lines "total administrative support costs", and "supervisory costs incurred by Montreal Protocol Unit" are reflected in order to show trends in the period between 2013 and 2015. These lines will be removed over time.

\*\*\* For 2023, including agency support costs approved at the 92<sup>nd</sup> meeting, and the value of agency support costs and core unit costs from submissions to the 93<sup>rd</sup> meeting.

\*\*\*\* Excludes any balance from years prior to 2002.

## UNIDO

Cost item	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023		2024
	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Budget	Estimated	Proposed
<b>A. Core unit</b>												
Core unit personnel and contractual staff	1,380,600	1,293,800	1,383,600	1,501,300	1,307,624	1,351,602	1,416,184	947,075	1,113,459	1,528,400	1,192,900	1,722,600
Travel (staff and consultant)	161,800	147,700	161,100	157,800	196,736	137,864	16,004	0	103,169	541,700	124,000	369,400
Space (rent and common costs)	71,800	75,400	76,200	76,600	80,548	84,323	84,131	52,649	50,835	67,300	65,300	99,900
Equipment supplies and other costs (computers, supplies, etc.)	41,100	52,600	30,900	48,000	33,842	63,164	33,721	26,170	22,531	44,200	31,900	53,500
Contractual services (firms)	2,000	17,500	1,000	4,900	580	6,356	2,455	0	99	16,600	7,400	17,700
Reimbursement of central services for core unit staff	454,200	447,300	432,900	471,600	442,123	464,626	496,559	325,920	363,380	495,800	452,800	607,000
Adjustments (+ = underuse and - = overrun)	-99,058	-7,771	-44,985	-205,200	7,931	-24,066	49,404	670,186	382,680	-643,593	176,107	-805,340
Return of funds (- = returned funds)			0	0	-7,931	0	-49,404	-670,186	-382,680	0	0	0
<b>A. Sub-total core unit costs*</b>	<b>2,012,442</b>	<b>2,026,529</b>	<b>2,040,715</b>	<b>2,055,000</b>	<b>2,061,454</b>	<b>2,083,870</b>	<b>2,049,054</b>	<b>1,351,814</b>	<b>1,653,474</b>	<b>2,050,407</b>	<b>2,050,407</b>	<b>2,064,760</b>
<b>B. Agency support costs/implementation</b>												
Reimbursement of country offices and national execution, including overheads	1,814,900	1,327,500	1,145,400	584,300	729,854	1,339,603	814,755	858,449	637,077	889,500	700,600	692,000
Executing agency support cost (internal), including overheads	2,913,500	2,289,600	1,600,400	1,703,200	1,354,611	1,386,593	1,352,699	1,163,401	1,286,907	898,200	733,600	1,574,400
Financial intermediaries, including overheads			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reimbursement of central services for core unit staff (including overhead)												
Cost recovery			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Adjustments (+ = overrun and - = underuse)	99,058	7,771	44,985	205,200	0	24,066	0	-670,186	-382,680	643,593	-176,107	805,340
Project costs (- = to be deducted and thus removed)			-187,800	-134,800	-136,283	-38,099	0	0	0	0	0	0
<b>B. Sub-total agency support costs/ implementation costs</b>			<b>2,602,985</b>	<b>2,357,900</b>	<b>1,948,182</b>	<b>2,712,163</b>	<b>2,167,455</b>	<b>1,351,664</b>	<b>1,541,304</b>	<b>2,431,293</b>	<b>1,258,093</b>	<b>3,071,740</b>
<b>Total administrative support costs</b>	<b>6,839,900</b>	<b>5,651,400</b>										
<b>Minus project-related costs</b>	<b>-2,308,000</b>	<b>-977,800</b>										
<b>Grand total (A + B)**</b>	<b>4,531,900</b>	<b>4,673,600</b>	<b>4,643,700</b>	<b>4,412,900</b>	<b>4,009,636</b>	<b>4,796,033</b>	<b>4,216,509</b>	<b>2,703,478</b>	<b>3,194,778</b>	<b>4,481,700</b>	<b>3,308,500</b>	<b>5,136,500</b>
Net support costs plus core unit costs***	3,950,037	4,692,578	4,549,775	3,389,249	4,361,837	3,414,440	2,444,003	3,664,980	3,486,116		5,200,254	
Total administrative cost excluding project-related costs	4,531,900	4,673,600	4,643,700	4,412,900	4,009,636	4,796,033	4,216,509	2,703,478	3,577,458		3,308,500	
Balance per year	-581,863	18,978	-93,925	-1,023,651	352,202	-1,381,593	-1,772,506	961,502	-91,342		1,891,754	
Running balance****	-2,169,426	-2,150,448	-2,244,373	-3,268,024	-2,915,822	-4,297,415	-6,069,921	-5,108,419	-5,199,762		-3,308,008	

\* The cost of the core unit is higher than the allowed subtotal of US \$2,012,442 in 2014, US \$2,026,529 in 2015, US \$2,040,715 in 2016, US \$2,055,000 in 2017 and US \$2,083,870 in 2019. An adjustment line and a negative adjustment were, therefore, introduced to arrive at the required ceiling. A corresponding positive adjustment is also provided under agency support costs/implementation to ensure that the total costs incurred for administrative costs also reflect the amount exceeded by the agency.

\*\* Reflects total annual amount provided by the Multilateral Fund. In the transition to the revised reporting format, the budget lines "total administrative support costs", and "minus project-related costs" are reflected in order to show trends in the period between 2013 and 2015. These lines will be removed over time.

\*\*\* For 2023, including agency support costs approved at the 92<sup>nd</sup> meeting, and the value of agency support costs and core unit costs from submissions to the 93<sup>rd</sup> meeting.

\*\*\*\* The Secretariat had estimated a running balance in 2007 since 2002 of US \$2,127,930, but UNIDO's balance of US \$1,828,243 is used instead of the Secretariat's calculation.

**THE WORLD BANK**

Cost item	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023		2024
	Actual	Budget	Estimated	Proposed								
<b>A. Core unit</b>												
Core unit personnel and contractual staff	1,022,179	827,111	1,089,481	1,086,340	1,226,215	1,250,888	1,055,231	1,224,772	1,162,554	1,235,000	1,292,000	1,271,755
Travel (staff and consultant)	155,778	205,498	216,356	178,550	180,873	151,281	13,481		91,921	190,000	148,000	175,000
Space (rent and common costs)	44,130	434	1,027	0								
Equipment supplies and other costs (computers, supplies, etc.)	55,508	19,618	33,178	262	1,637	0	0	1,436	-77	0	0	0
Contractual services (firms)	14,828	49,989	96,839	189,400	73,389	38,983	10,292	1,000	7,136	53,870	46,000	59,647
Reimbursement of central services for core unit staff	90,624	210,909	225,643	210,378	245,946	249,954	212,792	247,637	193,342	256,130	249,000	240,743
Adjustments (+ = underuse and - = overrun)	0	0	62,476	60,070	6,940	43,894	443,204	260,155	280,124	0	0	0
Return of funds (- = returned funds)	-341,953	-411,441	-62,476	-60,070	-6940	-43,894	-443,204	-260,155	-280,124	0	0	0
<b>A. Sub-total core unit costs</b>	<b>1,041,094</b>	<b>902,118</b>	<b>1,662,524</b>	<b>1,664,930</b>	<b>1,728,060</b>	<b>1,691,106</b>	<b>1,291,796</b>	<b>1,474,845</b>	<b>1,454,876</b>	<b>1,735,000</b>	<b>1,735,000</b>	<b>1,747,145</b>
<b>B. Agency support costs/implementation</b>												
Reimbursement of country offices and national execution, including overheads	1,298,103	1,210,733	1,249,361	1,491,814	2,114,429	1,258,437	1,172,183	748,694	1,165,041	1,100,000	1,100,000	1,100,000
Executing agency support cost (internal), including overheads	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financial intermediaries, including overheads	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reimbursement of central services for core unit staff (including overhead)												
Cost recovery	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Adjustments (+ = overrun and - = underuse)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Project costs (- = to be deducted and thus removed)												
<b>B. Sub-total agency support costs/implementation costs</b>			<b>1,249,361</b>	<b>1,491,814</b>	<b>2,114,429</b>	<b>1,258,437</b>	<b>1,172,183</b>	<b>748,964</b>	<b>1,165,041</b>	<b>1,100,000</b>	<b>1,100,000</b>	<b>1,100,000</b>
<b>Grand total (A + B)</b>	<b>2,339,197</b>	<b>2,112,851</b>	<b>2,911,885</b>	<b>3,156,744</b>	<b>3,842,489</b>	<b>2,949,544</b>	<b>2,463,979</b>	<b>2,223,809</b>	<b>2,619,917</b>	<b>2,835,000</b>	<b>2,835,000</b>	<b>2,847,145</b>
Net agency support costs plus core unit costs*	2,975,314	5,458,181	2,549,351	1,882,250	3,251,509	1,472,339	1,619,536	2,410,700	3,078,735		2,813,224	
Total administrative cost	2,339,197	2,112,851	2,911,885	3,156,744	3,842,489	2,949,544	2,463,979	2,223,809	2,619,917		2,835,000	
Balance per year	636,117	3,345,330	-362,534	-1,274,494	-590,980	-1,477,205	-844,443	186,891	458,818		-21,776	
Running balance**	2,247,987	5,593,317	5,230,783	3,956,289	3,365,309	1,888,104	1,043,661	1,230,552	1,689,370		1,667,594	

\* For 2023, including agency support costs approved at the 92<sup>nd</sup> meeting, and the value of agency support costs and core unit costs from submissions to the 93<sup>rd</sup> meeting.

\*\* Excludes any balance from years prior to 2002.